

Bloc-notes

Le prix à payer

Frédéric Boyer. La Croix Hebdo, 28-29 octobre 2023

J'aurais voulu une fois encore ne pas avoir à écrire cela. Répondre à cette question face aux déferlements de violence en Israël et à Gaza : les morts d'enfants, de civils, de familles entières, n'est-ce pas le « prix à payer » ? Invoqué pour justifier d'avoir à briser l'oppression et l'impasse dans lesquelles le peuple palestinien se trouve depuis décennies, ou la nécessité qu'il y aurait pour Israël de répondre à la terreur aveugle du Hamas par une même terreur. L'expression est glaçante de cruauté. Les deux camps ennemis l'emploient pour justifier le pire, usant d'une logique folle. Qu'on l'interprète comme un mal nécessaire ou un courageux sacrifice dont la justification absurde et désespérante serait la défense même de ces valeurs que l'on viole (le respect de la vie et le droit de vivre sur sa terre), c'est encore l'illusion politique archaïque par excellence, qui sert tous les dispositifs de violence, de terreur et de domination.

Que devrait « payer » un peuple à un autre pour acquérir sa liberté et son droit sur la terre qu'ils se disputent ? Les Palestiniens ont été chassés cruellement de la terre qu'ils habitaient et sont soumis à un enfermement. Les Juifs ont voulu vivre sur la terre des anciens royaumes bibliques d'Israël et de Juda, et leur refuser cette terre encore aujourd'hui c'est remettre dans l'histoire ce qu'on a appelé la « *question juive* », c'est-à-dire l'errance d'un peuple « sans terre » payée au prix le plus fort d'une extermination criminelle qui n'a fait que raviver, pour beaucoup, l'urgence d'une terre où se protéger. Sentiment d'une humanité poignante, tragique, mais qui est aussi celui, plus que jamais, des Palestiniens. Or ce sentiment-là, partagé entre frères ennemis, de l'exil et de l'abandon, du désir impérieux d'avoir où vivre en paix librement et se réfugier, est le cœur de la tragédie du conflit israélo-palestinien. L'un ne peut à l'autre refuser le juste sentiment que les deux éprouvent d'une terre où vivre libre et en paix. On peut vouloir refaire l'histoire, chercher à détruire l'un ou l'autre, nier ses droits et le sentiment d'abandon et d'insécurité, l'exproprier, le coloniser, le réduire à sa condition d'errance, on ne fera que creuser la dette sanglante. S'il y a un « prix à payer », ce n'est pas celui de la violence et de la domination mais celui du partage. Le « prix à payer », c'est une expression sacrificielle qui traverse toute la Bible, et que le texte d'Isaïe reprend de façon terrible : « *Car je suis le Seigneur ton Dieu, le Saint d'Israël, ton Sauveur. Pour payer ta rançon, j'ai donné l'Égypte* » (43, 3). Le terme hébreu, *kôpher* (rançon) s'emploie dans la Torah au sens propre de paiement pour la vie d'un coupable ou d'un esclave. La

racine de ce mot doit avoir le sens de couvrir ou d'effacer, et une des formes du verbe hébreu, *kipper*, désigne l'expiation et la propitiation dans le culte israélite.

Le Dieu de la Bible, selon Isaïe, « *suggère qu'Israël lui a coûté cher puisque Dieu pour lui s'est privé de l'Égypte* », comme l'expliquait le jésuite Paul Beauchamp (*L'un et l'autre Testament*, Le Seuil). N'est-ce pas dire alors que le « prix à payer » en retour, la *dette*, n'est plus la violence retournée contre l'autre, mais la réconciliation avec l'autre peuple ? Reconnaître la vie de l'autre, et son droit à vivre sur la terre que j'habite. Aucun partage ne pourra se faire sans cette reconnaissance sacrificielle. Ce que dit la Bible, c'est que chacun doit à plus immense que lui le prix de sa vie et de sa liberté ; et ce « prix à payer », c'est la reconnaissance de la vie et de la liberté de l'autre peuple. Les deux doivent entendre l'urgence de la même parole : « *Hâte-toi de te réconcilier avec ton adversaire* » (Matthieu, 5, 25).